

*Le Ministre de Suisse à Florence, G.B. Pioda,
au Conseil fédéral*

RP

Florence, 8 septembre 1870

J'ai eu l'honneur de vous télégraphier avant-hier¹ le nombre considérable de troupes mises sur pied par le Gouvernement Italien. D'après toutes les apparences, le but n'est pas positif et précis. On appréhende un peu vaguement que la situation ne se complique de plus en plus, et l'on se prépare à tout événement. La médiation des neutres, dit-on, ne peut être efficace que si les médiateurs se présentent avec des forces imposantes. Mais si le Gouvernement partage son activité entre la question de la pacification des Puissances belligérantes et la question romaine, le peuple s'occupe presque exclusivement de cette dernière. Tout le monde est dans l'attente et tous les partis stimulent le Gouvernement à l'envi. Les adresses pleuvent du Comité de la Gauche de la Chambre, des Conseils provinciaux, des Conseils communaux, des meetings des grandes villes etc. Le plus simple serait d'entrer résolument avec la troupe, de se mesurer, s'il le faut, avec l'armée pontificale et de s'emparer de la ville éternelle. Une fois installée, on donnerait au Pape toute garantie pour l'exercice du pouvoir spirituel. Les gouvernements de l'Allemagne, neutres officiellement, semblent officieusement encourager ce projet, et la Convention de Septembre avec la France peut être dénoncée, si elle n'est pas tombée avec le régime qui l'a stipulée.

Cependant, le Ministère a entamé une autre voie. Il se berce de l'espoir que Pie IX, renonçant à son caractère opiniâtre, voudra bien prêter l'oreille à la persuasion et faire de nécessité vertu. Un personnage éminent, le Comte Ponza di San Martino, Sénateur, est député vers S.S. dans ce but. On dit que son frère, l'un des dignitaires dans l'Ordre des Jésuites, sera son aide à Rome. Si le Pape se montrait le moins du monde accommodant, il est évident qu'on lui accorderait beaucoup, et que tout en prenant Rome, on finirait par la lui laisser. Mais il est peu probable qu'on trouve le terrain favorable à une transaction. Le Ministère négocie de plus, préalablement, avec les Puissances, et ici, dit-on, il y a achoppement avec le Gouvernement provisoire à Paris. Le Ministère voudrait de plus un appel direct des populations romaines, un acte semblable à celui des 10 000 signataires de 1862. Enfin, le Gouvernement voudrait bien éviter de répandre le sang, c'est-à-dire le choc de l'armée pontificale. Ce système lent et compliqué, très louable par ces motifs, passe pour être très dangereux aux yeux de l'opinion publique, parce qu'il fait dépendre la solution d'éléments hétérogènes. Il est à présumer que dans cette lutte, le Gouvernement finira par se ranger à l'opinion publique et que l'action sera prompte. Les préparatifs par terre et par mer qui cernent les Etats romains ne peuvent avoir d'autre issue.

1. *Non retrouvé.*

8 SEPTEMBRE 1870

431

P.S. Des feux de joie sur les hauteurs de l'Apennin, du Mont Viso à l'Etna, annoncent aux populations la prochaine marche des troupes italiennes dans Rome.